



CRB.PRES.17SEP1911-03
BL

Cabinet

Leader parlementaire de l'opposition officielle

Québec, le 17 septembre 2019

Monsieur François Paradis
Président de l'Assemblée nationale
Hôtel du Parlement
1045, rue des Parlementaires
1^{er} étage, Bureau 1.30
Québec (Québec) G1A 1A3

Monsieur le Président,

Vous me permettez, au nom du député de Robert-Baldwin, M. Carlos J. Leitão, de vous transmettre le libellé de la motion que nous souhaitons débattre ce mercredi 18 septembre, à la rubrique des affaires inscrites par les députés de l'opposition et ce, conformément aux dispositions de l'article 97 et suivants de notre Règlement.

Veillez recevoir, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

La directrice de cabinet,

Anik MONTMINY

p.j.

Affaires inscrites par les députés de l'opposition

(Art. 97 et ss. RAN)

« QUE l'Assemblée nationale mandate la Commission des finances publiques afin de faire toute la lumière sur la protection des données des Québécois détenues par les institutions publiques et privées et d'évaluer l'opportunité de resserrer la *Loi sur la protection du consommateur* dans la foulée des événements survenus récemment, notamment chez *Desjardins*, *Capital One*, *Revenu Québec* et *Industrielle Alliance*;

Que dans le cadre de ce mandat, la Commission procède à des consultations particulières et tienne des auditions publiques et entende:

- Le Mouvement Desjardins;
- Capital One;
- L'Association des banquiers canadiens;
- Équifax;
- TransUnion;
- L'Autorité des marchés financiers (AMF);
- Benoît Boivin, dirigeant principal de l'Information du Québec;
- Revenu Québec;
- L'Office de la protection du consommateur;
- Option Consommateurs;
- Union des consommateurs;
- La Sûreté du Québec;
- Le Service de Police de la Ville de Montréal (SPVM)
- Le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS);
- Le Conseil canadien de l'identité et de l'authentification numérique (DIACC);
- MS Solution;
- ARS Solutions;
- Le Centre d'étude en droit économique (CEDE)
- Jean-Denis Garon, UQAM, Département des sciences économiques;

- Benoit Dupont, Université de Montréal, directeur scientifique du Réseau intégré sur la cyber sécurité (SERENE-RISC) et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en sécurité, identité et technologie;
- Michel Carlos, spécialiste en lutte contre la fraude;
- Steve Waterhouse, expert en sécurité informatique;
- Paul Laurier, président de Vigiteck et ex-enquêteur SQ, ainsi que toutes les personnes ou organismes qu'elle jugera nécessaire de convoquer;

Que l'organisation du mandat soit confiée aux membres de la Commission;

Que la Commission fasse rapport à l'Assemblée au plus tard le 4 décembre 2019 à moins que la Commission n'en décide autrement ;

Enfin, que cette motion devienne un ordre de l'Assemblée. »

Présentée par le député de Robert-Baldwin

Le mercredi 18 septembre 2019